**BUDGET POUR 2024-2026 ET PROGRAMME DE TRAVAIL POUR**

**LA PÉRIODE INTERSESSIONS ENTRE LA COP14 ET LA COP15**

UNEP/CMS/COP14/Doc.13.2/Rev.1

*(Préparé par Groupe de travail sur le budget)*

PROJET DE RÉSOLUTION

**QUESTIONS FINANCIÈRES ET ADMINISTRATIVES**

*Rappelant* le paragraphe 4 de l’Article VII de la Convention qui dispose que :

« La Conférence des Parties établit le règlement financier de la présente Convention et le soumet à un examen régulier. La Conférence des Parties à chacune de ses sessions ordinaires adopte le budget pour l’exercice suivant. Chacune des Parties contribue à ce budget selon un barème qui sera convenu par la Conférence »,

*Sachant* qu’il est important que toutes les Parties soient en mesure de contribuer à la mise en œuvre de la Convention et des activités connexes,

*Se félicitant* des progrès accomplis par le PNUE qui ont permis d’identifier de nouvelles approches permettant aux Parties de régler leurs arriérés,

*La Conférence des Parties à la*

*Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage*

1. *Confirme* que toutes les Parties devraient contribuer au budget adopté au barème convenu par la Conférence des Parties conformément au paragraphe 4 de l’article VII de la Convention ;
2. *Adopte* le budget pour la période 2024 - 2026 figurant à l’Annexe 1 de la présente Résolution ;
3. *Adopte* le barème des contributions des Parties à la Convention telle qu’il figure à l’Annexe 2 de la présente Résolution et *décide* d’appliquer ce barème de façon proportionnelle aux nouvelles Parties;
4. *Convient* que le barème des contributions figurant à l'Annexe 2 ne sera pas ajusté à la baisse au cas où de nouvelles Parties adhéreraient à la Convention après l'adoption de la présente Résolution et que les contributions des nouvelles Parties seront comptabilisées en tant que recettes supplémentaires et intégrées dans la réserve de fonctionnement du Fonds d'affectation spéciale ;
5. *Demande* au Comité permanent, en collaboration avec le Conseil scientifique, d’évaluer l’importance des activités en cours et des activités prévues de la CMS par rapport au mandat de la Convention, et de présenter le résultat de cette évaluation et ses éventuelles recommandations afin d’orienter les travaux de la Convention d’ici à sa COP15 *;*
6. *Encourage* les Parties, tout particulièrement celles dont le montant des contributions est faible, d’envisager de payer en un seul versement leurs contributions pour la période triennale ;
7. *Prie instamment* toutes les Parties de s’acquitter de leurs contributions dès que possible, de préférence avant la fin du mois de mars de l’année à laquelle elles se rapportent ; si les Parties préfèrent recevoir une seule facture couvrant toute la période triennale, elles sont priées d’en informer le Secrétariat ;
8. *Constate* avec préoccupation qu’un certain nombre de Parties n’ont pas versé leurs contributions dues le 1er janvier de chaque année au budget principal pour l’année 2023 et pour les années précédentes, ce qui a un impact défavorable sur l’application de la Convention ;
9. *Prie instamment* les Parties ayant des arriérés de coopérer avec le Secrétariat pour organiser sans délai le paiement de leurs contributions non réglées et de consulter le Secrétariat et le PNUE au sujet des nouvelles approches disponibles pour effectuer ces paiements ;
10. *Décide* que les délégués des pays en développement et des pays à économie en transition pourront bénéficier d'un financement pour assister aux réunions de la Convention et, en règle générale, d'exclure les pays qui ont des arriérés de trois ans ou plus d’une telle éligibilité, et *demande* au Secrétaire exécutif, lors de l'affectation du financement, d'accorder une priorité absolue au financement des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement ;
11. *Décide* que les représentants des pays dont les arriérés de contribution sont de trois ans ou plus devraient être exclus des fonctions au sein des organes de la Convention et se voir refuser le droit de vote, et *prie* le Secrétaire exécutif d’explorer avec ces Parties des approches novatrices pour identifier des financements possibles leur permettant de s’acquitter de leurs arriérés avant la prochaine réunion ;
12. *Demande* au Comité permanent de proposer des options pour rendre le paragraphe 11 opérationnel, ainsi que d'autres moyens de traiter les arriérés pour examen par la Conférence des Parties lors de sa 15e réunion ;
13. *Décide* que les Résolutions adoptées par la Conférence des Parties qui établissent, notamment, des organes ou des mécanismes, ou qui visent à entreprendre des activités qui ont des répercussions financières non prévues à l’Annexe 1, sont soumises aux fonds disponibles provenant de contributions volontaires ;
14. *Décide* que les paragraphes des Résolutions et des Décisions adoptées par la Conférence des Parties qui font référence à la disponibilité des ressources, au financement ou au financement externe, signifient tous que les activités auxquelles il est fait référence sont toujours soumises à des fonds provenant de contributions volontaires ;
15. *Encourage* toutes les Parties à verser des contributions volontaires au Fonds d’affectation spéciale – MVL[[1]](#footnote-2) afin d’appuyer les demandes soumises par les pays en développement de participer à la Convention et de contribuer à son application pendant toute la période triennale ;
16. *Invite* toutes les Parties à verser des contributions volontaires au Fonds d'affectation spéciale de la Convention – MSL[[2]](#footnote-3) pour alimenter le budget de base du Secrétariat ;
17. *Approuve,* à titre exceptionnel, un Programme de travail provisoire couvrant la période intersession entre la COP14 et la COP15, qui figure à l'Annexe 6 *;*
18. *Prie* le Secrétariat de finaliser le Programme de travail couvrant la période intersessions entre la COP14 et la COP15, compte tenu des éléments du Programme de travail 2021-2023 pertinents pour le Programme de travail provisoire figurant à l'Annexe 6, des Décisions adoptées lors de la COP14, en particulier celles qui ont trait au Plan stratégique pour les espèces migratrices 2024 - 2032, ainsi que d'autres considérations pertinentes, et de le soumettre au Comité permanent pour examen au plus tard le 31 mai 2024 ;
19. *Demande* au Comité permanent de tenir une réunion en ligne au plus tard le 15 juillet 2024 et d'adopter un Programme de travail final couvrant la période intersessions entre la COP14 et la COP15 ;
20. *Encourage* les États qui ne sont pas Parties à la Convention, ainsi que les organisations gouvernementales, intergouvernementales et non-gouvernementales et autres entités, à envisager de verser des contributions au Fonds d’affectation spéciale ou de financer des activités spécifiques ;
21. *Décide* que le Secrétaire exécutif, sous réserve de l'approbation du Comité permanent et, en cas d'urgence, avec l'approbation du seul Président du Comité permanent, est habilité à dépenser ou à affecter les fonds économisés lors de l'exécution du budget de base à des activités du Programme de travail chiffré et approuvé qui ne sont pas couvertes par le budget de base, et informe le Comité permanent dans les cas où cette approbation a été donnée par le seul Président du Comité permanent ;
22. *Décide* que le Secrétaire exécutif est habilité à prendre les décisions relatives à la dotation en personnel nécessaires pour mettre en œuvre les priorités des Parties conformément au Programme de travail, à condition que les incidences de ces décisions puissent être couvertes par le budget existant ;
23. *Prie* le Secrétaire exécutif, en consultation avec le Sous-comité des finances et du budget, de préparer des propositions budgétaires comprenant un tableau des effectifs indiquant les postes qui sont pourvus au sein du Secrétariat, ainsi qu'un tableau des recettes indiquant les contributions prévues, le solde du Fonds d'affectation spéciale de la période triennale précédente, le financement volontaire confirmé et d'autres recettes pertinentes, et donnant également des informations sur l'état de la réserve, pour examen par la future Conférence des Parties, en particulier, au minimum, un scénario de budget à croissance nominale zéro et un scénario de budget à croissance réelle zéro ;
24. *Demande* au Secrétaire exécutif, dans le cadre des propositions budgétaires soumises conformément au paragraphe 23, de préparer un projet de Programme de travail couvrant la période intersessions entre la COP15 et la COP16 ;
25. *Invite* les Parties à examiner la possibilité de financer des Administrateurs auxiliaires et/ou de fournir gratuitement du personnel ou des experts techniques au Secrétariat afin de renforcer ses capacités techniques ;
26. *Adopte* le tableau des effectifs du Secrétariat, tel qu’il figure à l’Annexe 3, utilisé à des fins de calcul des coûts pour établir le budget général ;
27. *Demande* au Sous-Comité des finances et du budget du Comité permanent *:*

i) de se réunir un jour avant le début de chaque réunion ordinaire du Comité permanent et de mener ses travaux intersessions par voie électronique ou d’autres moyens ;

ii) de collaborer avec le Secrétariat pour préparer tous les documents financiers et budgétaires soumis à l’examen du Comité permanent ; et

iii) de se conformer au mandat énoncé à l’Annexe 4 à la présente Résolution ;

1. *Confirme* que le Secrétariat de la CMS continuera de fournir des services de secrétariat à l’Accord sur la conservation des petits cétacés de la mer Baltique, du nord-est de l’Atlantique et des mers d’Irlande et du Nord (ASCOBANS), au Mémorandum d’entente sur la conservation et la gestion des tortues marines et de leurs habitats dans l’océan Indien et l’Asie du Sud-Est (MdE IOSEA), au Mémorandum d’entente sur la conservation des requins migrateurs (MdE Requins) et à l’Accord sur la conservation des gorilles et de leurs habitats (Accord Gorilla) pendant le prochain exercice triennal ;
2. *Demande* au Directeur exécutif de l’ONU Environnement de continuer à intégrer différents aspects du Programme de travail de la Convention dans le Programme de travail du Programme des Nations Unies pour l'environnement et d’envisager, selon qu’il convient, de fournir un appui financier à des activités spécifiques de la CMS dans ce contexte ;
3. *Demande* au Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement de prolonger la durée du Fonds d’affectation spéciale de la Convention – MSL jusqu’au 31 décembre 2026 ;
4. *Approuve* le mandat pour l’administration du Fonds d’affectation spéciale tel qu’énoncé à l’Annexe 5 de la présente Résolution pour la période allant de 2024 à 2026 ;
5. *Décide* que toutes les contributions au Fonds d’affectation spéciale seront réglées en euros ;
6. *Décide également* que le fonds de roulement devrait être maintenu à un niveau constant d’au moins 15 pour cent des dépenses annuelles estimées ou de 500 000 USD, le plus élevé de ces deux montants étant retenu ;
7. *Demande* au Secrétariat de surveiller attentivement les variations des taux de change et d’ajuster le niveau des dépenses selon que de besoin ; et décide que le Secrétariat peut demander au Comité permanent d’effectuer un prélèvement sur le Fonds d’affectation spéciale à titre exceptionnel ;
8. *Abroge* la Résolution 13.2, les contributions ordinaires des Parties servant à financer le budget 2021-2023 telles qu’établies à l’Annexe 2 de la Résolution étant néanmoins conservées ;
9. *Décide* que la présente Résolution remplace la Résolution EX.1.1 *Questions financières et administratives* adoptée lors de la première réunion extraordinaire de la Conférence des Parties, tenue en novembre 2023*.*

**ANNEXE 1**

**BUDGET POUR LA PÉRIODE TRIENNALE 2024-2026**

(all figures in Euros)

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Objet de dépense** | ***2024*** | ***2025*** | ***2026*** | ***Total*** |
| **Coûts de personnel** |  |  |  |  |
| Administrateurs | 1 655 509 | 1 688 619 | 1 722 391 | 5 066 519 |
| Personnel des services généraux | 599 160 | 610 436 | 621 939 | 1 831 535 |
| **Sous-total** | **2 254 669** | **2 299 055** | **2 344 330** | **6 898 054** |
| **Services contractuels** |  |  |  |  |
| Services (traductions et rédaction des rapports) | 95 687 | 97 601 | 99 553 | 292 841 |
| Services des organes directeurs (traductions interprétation etc.) |  |  | 345 814 | 345 814 |
| Matériel d’information et production de documents | 13 530 | 13 801 | 14 077 | 41 407 |
| **Sous-total** | **109 217** | **111 402** | **459 443** | **680 062** |
| **Coûts de fonctionnement** |  |  |  |  |
| Outils TIC développement et maintenance du site Web | 7 036 | 7 177 | 7 320 | 21 533 |
| Évolution du personnel (formation retraite etc.) | 20 824 | 23 918 | 21 119 | 65 862 |
| Services de technologie de l’information (y compris UNV) | 75 770 | 77 285 | 78 831 | 231 887 |
| Services de bureautique (location d’imprimantes hébergements) | 10 824 | 11 040 | 11 261 | 33 126 |
| Service de communication et courrier | 10 000 | 10 200 | 10 404 | 30 604 |
| Divers | 4 046 | 4 127 | 4 210 | 12 383 |
| Umoja | 50 000 | 51 000 | 52 020 | 153 020 |
| **Sous-total** | **178 500** | **184 748** | **185 165** | **548 414** |
| **Fournitures** |  |  |  |  |
| Fournitures de bureau | 6 278 | 6 404 | 6 532 | 19 214 |
| **Sous-total** | **6 278** | **6 404** | **6 532** | **19 214** |
| **Équipement** |  |  |  |  |
| Équipement non durable | 11 366 | 11 593 | 11 825 | 34 784 |
| **Sous-total** | **11 366** | **11 593** | **11 825** | **34 784** |
| **Déplacements** |  |  |  |  |
| Déplacements du personnel | 68 951 | 70 330 | 71 737 | 211 018 |
| Déplacements du personnel - COP15 | - | - | 63 341 | 63 341 |
| Réunions du Comité permanent | - | 30 000 | 30 600 | 60 600 |
| Réunions du Conseil scientifique | 64 295 | - | 65 581 | 129 876 |
| **Sous-total** | **133 246** | **100 330** | **231 259** | **464 835** |
| **Total** | **2 693 276** | **2 713 532** | **3 238 555** | **8 645 363** |
| Dépenses d’appui au programme | 350 126 | 352 759 | 421 012 | 1 123 897 |
| **Grand total** | **3 043 401** | **3 066 292** | **3 659 567** | **9 769 260** |

**ANNEXE 2**

**CONTRIBUTIONS ORDINAIRES POUR LA CONVENTION**

**AU COURS DE LA PÉRIODE TRIENNALE 2024-2026**

(tous les chiffres sont en euros)

| **N°** | **Partie** | **Barème de l’ONU 2022** | **Barème ajusté %** | **2024** | **2025** | **2026** | **Total** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| 1 | Afghanistan | 0.006 | 0.014 | 420 | 423 | 505 | 1,349 |
| 2 | Albanie | 0.008 | 0.018 | 560 | 565 | 674 | 1,799 |
| 3 | Algérie | 0.109 | 0.251 | 7,634 | 7,691 | 9,180 | 24,505 |
| 4 | Angola | 0.01 | 0.023 | 700 | 706 | 842 | 2,248 |
| 5 | Antigua-et-Barbuda | 0.002 | 0.005 | 140 | 141 | 168 | 450 |
| 6 | Argentine | 0.719 | 1.655 | 50,356 | 50,735 | 60,552 | 161,643 |
| 7 | Arménie | 0.007 | 0.016 | 490 | 494 | 590 | 1,574 |
| 8 | Australie | 2.111 | 4.858 | 147,848 | 148,960 | 177,781 | 474,588 |
| 9 | Autriche | 0.679 | 1.563 | 47,555 | 47,913 | 57,183 | 152,650 |
| 10 | Bangladesh | 0.01 | 0.023 | 700 | 706 | 842 | 2,248 |
| 11 | Bahrain | 0.054 | 0.124 | 3,782 | 3,810 | 4,548 | 12,140 |
| 12 | Biélorussie | 0.041 | 0.094 | 2,872 | 2,893 | 3,453 | 9,217 |
| 13 | Belgique | 0.828 | 1.905 | 57,990 | 58,427 | 69,731 | 186,148 |
| 14 | Bénin | 0.005 | 0.012 | 350 | 353 | 421 | 1,124 |
| 15 | Bolivie (État plurinational de) | 0.019 | 0.044 | 1,331 | 1,341 | 1,600 | 4,272 |
| 16 | Bosnie- Herzégovine | 0.012 | 0.028 | 840 | 847 | 1,011 | 2,698 |
| 17 | Brésil | 2.013 | 4.632 | 140,984 | 142,044 | 169,527 | 452,556 |
| 18 | Bulgarie | 0.056 | 0.129 | 3,922 | 3,952 | 4,716 | 12,590 |
| 19 | Burkina Faso | 0.004 | 0.009 | 280 | 282 | 337 | 899 |
| 20 | Burundi | 0.001 | 0.002 | 70 | 71 | 84 | 225 |
| 21 | Cabo Verde | 0.001 | 0.002 | 70 | 71 | 84 | 225 |
| 22 | Cameroun | 0.013 | 0.030 | 910 | 917 | 1,095 | 2,923 |
| 23 | République d’Afrique centrale | 0.001 | 0.002 | 70 | 71 | 84 | 225 |
| 24 | Tchad | 0.003 | 0.007 | 210 | 212 | 253 | 674 |
| 25 | Chili | 0.42 | 0.967 | 29,415 | 29,637 | 35,371 | 94,423 |
| 26 | Congo | 0.005 | 0.012 | 350 | 353 | 421 | 1,124 |
| 27 | Iles Cook | 0.001 | 0.002 | 70 | 71 | 84 | 225 |
| 28 | Costa Rica | 0.069 | 0.159 | 4,833 | 4,869 | 5,811 | 15,512 |
| 29 | Côte d’Ivoire | 0.022 | 0.051 | 1,541 | 1,552 | 1,853 | 4,946 |
| 30 | Croatie | 0.091 | 0.209 | 6,373 | 6,421 | 7,664 | 20,458 |
| 31 | Cuba | 0.095 | 0.219 | 6,653 | 6,704 | 8,001 | 21,358 |
| 32 | Chypre | 0.036 | 0.083 | 2,521 | 2,540 | 3,032 | 8,093 |
| 33 | Tchéquie | 0.34 | 0.782 | 23,812 | 23,992 | 28,634 | 76,438 |
| 34 | Rep.démocratique du Congo | 0.01 | 0.023 | 700 | 706 | 842 | 2,248 |
| 35 | Danemark | 0.553 | 1.273 | 38,730 | 39,022 | 46,572 | 124,324 |
| 36 | Djibouti | 0.001 | 0.002 | 70 | 71 | 84 | 225 |
| 37 | République dominicaine | 0.067 | 0.154 | 4 692 | 4 728 | 5 642 | 15 063 |
| 38 | Équateur | 0.077 | 0.177 | 5 393 | 5 433 | 6 485 | 17 311 |
| 39 | Égypte | 0.139 | 0.320 | 9 735 | 9 808 | 11 706 | 31 250 |
| 40 | Guinée équatoriale | 0.012 | 0.028 | 840 | 847 | 1 011 | 2 698 |
| 41 | Érithrée | 0.001 | 0.002 | 70 | 71 | 84 | 225 |
| 42 | Estonie | 0.044 | 0.101 | 3 082 | 3 105 | 3 706 | 9 892 |
| 43 | Eswatini | 0.002 | 0.005 | 140 | 141 | 168 | 450 |
| 44 | Éthiopie | 0.01 | 0.023 | 700 | 706 | 842 | 2 248 |
| 45 | Union européenne |  | 2.500 | 76 085 | 76 657 | 91 489 | 244 231 |
| 46 | Fiji | 0.004 | 0.009 | 280 | 282 | 337 | 899 |
| 47 | Finlande | 0.417 | 0.960 | 29 205 | 29 425 | 35 118 | 93 749 |
| 48 | France | 4.318 | 9.937 | 302 419 | 304 693 | 363 646 | 970 758 |
| 49 | Gabon | 0.013 | 0.030 | 910 | 917 | 1 095 | 2 923 |
| 50 | Gambie | 0.001 | 0.002 | 70 | 71 | 84 | 225 |
| 51 | Géorgie | 0.008 | 0.018 | 560 | 565 | 674 | 1 799 |
| 52 | Allemagne | 6.111 | 14.063 | 427 994 | 431 214 | 514 646 | 1 373 854 |
| 53 | Ghana | 0.024 | 0.055 | 1 681 | 1 694 | 2 021 | 5 396 |
| 54 | Grèce | 0.325 | 0.748 | 22 762 | 22 933 | 27 370 | 73 065 |
| 55 | Guinée | 0.003 | 0.007 | 210 | 212 | 253 | 674 |
| 56 | Guinée-Bissau | 0.001 | 0.002 | 70 | 71 | 84 | 225 |
| 57 | Honduras | 0.009 | 0.021 | 630 | 635 | 758 | 2 023 |
| 58 | Hongrie | 0.228 | 0.525 | 15 968 | 16 088 | 19 201 | 51 258 |
| 59 | Inde | 1.044 | 2.403 | 73 118 | 73 668 | 87 922 | 234 708 |
| 60 | Iran (Rép. Islamique d’) | 0.371 | 0.854 | 25 984 | 26 179 | 31 244 | 83 407 |
| 61 | Iraq | 0.128 | 0.295 | 8 965 | 9 032 | 10 780 | 28 777 |
| 62 | Irlande | 0.439 | 1.010 | 30 746 | 30 977 | 36 971 | 98 694 |
| 63 | Israel | 0.561 | 1.291 | 39 291 | 39 586 | 47 245 | 126 122 |
| 64 | Italie | 3.189 | 7.339 | 223 347 | 225 027 | 268 566 | 716 940 |
| 65 | Jordanie | 0.022 | 0.051 | 1 541 | 1 552 | 1 853 | 4 946 |
| 66 | Kazakhstan | 0.133 | 0.306 | 9 315 | 9 385 | 11 201 | 29 901 |
| 67 | Kenya | 0.03 | 0.069 | 2 101 | 2 117 | 2 526 | 6 744 |
| 68 | Kirghizistan | 0.002 | 0.005 | 140 | 141 | 168 | 450 |
| 69 | Lettonie | 0.05 | 0.115 | 3 502 | 3 528 | 4 211 | 11 241 |
| 70 | Liban | 0.036 | 0.083 | 2 521 | 2 540 | 3 032 | 8 093 |
| 71 | Libéria | 0.001 | 0.002 | 70 | 71 | 84 | 225 |
| 72 | Libye | 0.018 | 0.041 | 1 261 | 1 270 | 1 516 | 4 047 |
| 73 | Liechtenstein | 0.01 | 0.023 | 700 | 706 | 842 | 2 248 |
| 74 | Lituanie | 0.077 | 0.177 | 5 393 | 5 433 | 6 485 | 17 311 |
| 75 | Luxembourg | 0.068 | 0.156 | 4 762 | 4 798 | 5 727 | 15 288 |
| 76 | Madagascar | 0.004 | 0.009 | 280 | 282 | 337 | 899 |
| 77 | Malawi | 0.002 | 0.005 | 140 | 141 | 168 | 450 |
| 78 | Maldives | 0.004 | 0.009 | 280 | 282 | 337 | 899 |
| 79 | Mali | 0.005 | 0.012 | 350 | 353 | 421 | 1 124 |
| 80 | Malta | 0.019 | 0.044 | 1 331 | 1 341 | 1 600 | 4 272 |
| 81 | Mauritanie | 0.002 | 0.005 | 140 | 141 | 168 | 450 |
| 82 | Maurice | 0.019 | 0.044 | 1 331 | 1 341 | 1 600 | 4 272 |
| 83 | Monaco | 0.011 | 0.025 | 770 | 776 | 926 | 2 473 |
| 84 | Mongolie | 0.004 | 0.009 | 280 | 282 | 337 | 899 |
| 85 | Monténégro | 0.004 | 0.009 | 280 | 282 | 337 | 899 |
| 86 | Maroc | 0.055 | 0.127 | 3 852 | 3 881 | 4 632 | 12 365 |
| 87 | Mozambique | 0.004 | 0.009 | 280 | 282 | 337 | 899 |
| 88 | Pays bas | 1.377 | 3.169 | 96 441 | 97 166 | 115 966 | 309 572 |
| 89 | Nouvelle Zélande | 0.309 | 0.711 | 21 641 | 21 804 | 26 023 | 69 468 |
| 90 | Niger | 0.003 | 0.007 | 210 | 212 | 253 | 674 |
| 91 | Nigéria | 0.182 | 0.419 | 12 747 | 12 843 | 15 327 | 40 917 |
| 92 | Macédoine du Nord | 0.007 | 0.016 | 490 | 494 | 590 | 1 574 |
| 93 | Norvège | 0.679 | 1.563 | 47 555 | 47 913 | 57 183 | 152 650 |
| 94 | Pakistan | 0.114 | 0.262 | 7 984 | 8 044 | 9 601 | 25 629 |
| 95 | Palaos | 0.001 | 0.002 | 70 | 71 | 84 | 225 |
| 96 | Panama | 0.09 | 0.207 | 6 303 | 6 351 | 7 579 | 20 233 |
| 97 | Paraguay | 0.026 | 0.060 | 1 821 | 1 835 | 2 190 | 5 845 |
| 98 | Pérou | 0.163 | 0.375 | 11 416 | 11 502 | 13 727 | 36 645 |
| 99 | Philippines | 0.212 | 0.488 | 14 848 | 14 959 | 17 854 | 47 661 |
| 100 | Pologne | 0.837 | 1.926 | 58 621 | 59 062 | 70 489 | 188 171 |
| 101 | Portugal | 0.353 | 0.812 | 24 723 | 24 909 | 29 728 | 79 360 |
| 102 | Republique de Moldova | 0.005 | 0.012 | 350 | 353 | 421 | 1 124 |
| 103 | Roumanie | 0.312 | 0.718 | 21 851 | 22 016 | 26 275 | 70 143 |
| 104 | Rwanda | 0.003 | 0.007 | 210 | 212 | 253 | 674 |
| 105 | Samoa | 0.001 | 0.002 | 70 | 71 | 84 | 225 |
| 106 | Sao Tome-et-Principe | 0.001 | 0.002 | 70 | 71 | 84 | 225 |
| 107 | Arabie saoudite | 1.184 | 2.725 | 82 923 | 83 547 | 99 712 | 266 183 |
| 108 | Sénégal | 0.007 | 0.016 | 490 | 494 | 590 | 1 574 |
| 109 | Serbie | 0.032 | 0.074 | 2 241 | 2 258 | 2 695 | 7 194 |
| 110 | Seychelles | 0.002 | 0.005 | 140 | 141 | 168 | 450 |
| 111 | Slovaquie | 0.155 | 0.357 | 10 856 | 10 937 | 13 054 | 34 847 |
| 112 | Slovénie | 0.079 | 0.182 | 5 533 | 5 575 | 6 653 | 17 761 |
| 113 | Somalie | 0.001 | 0.002 | 70 | 71 | 84 | 225 |
| 114 | Afrique du sud | 0.244 | 0.562 | 17 089 | 17 217 | 20 549 | 54 855 |
| 115 | Espagne | 2.134 | 4.911 | 149 458 | 150 583 | 179 718 | 479 759 |
| 116 | Sri Lanka | 0.045 | 0.104 | 3 152 | 3 175 | 3 790 | 10 117 |
| 117 | Suède | 0.871 | 2.004 | 61 002 | 61 461 | 73 352 | 195 815 |
| 118 | Suisse | 1.134 | 2.610 | 79 422 | 80 019 | 95 501 | 254 942 |
| 119 | République arabe syrienne | 0.009 | 0.021 | 630 | 635 | 758 | 2 023 |
| 120 | Tadjikistan | 0.003 | 0.007 | 210 | 212 | 253 | 674 |
| 121 | Togo | 0.002 | 0.005 | 140 | 141 | 168 | 450 |
| 122 | Trinidad et Tobago | 0.037 | 0.085 | 2 591 | 2 611 | 3 116 | 8 318 |
| 123 | Tunisie | 0.019 | 0.044 | 1 331 | 1 341 | 1 600 | 4 272 |
| 124 | Turkménistan | 0.034 | 0.078 | 2 381 | 2 399 | 2 863 | 7 644 |
| 125 | Ouganda | 0.01 | 0.023 | 700 | 706 | 842 | 2 248 |
| 126 | Ukraine | 0.056 | 0.129 | 3 922 | 3 952 | 4 716 | 12 590 |
| 127 | Émirats arabes unis | 0.635 | 1.461 | 44 473 | 44 808 | 53 477 | 142 759 |
| 128 | Royaume Uni de Grande Bretagne et d’Irlande du Nord | 4.375 | 10.068 | 306 411 | 308 715 | 368 446 | 983 572 |
| 129 | République-Unie de Tanzanie | 0.01 | 0.023 | 700 | 706 | 842 | 2 248 |
| 130 | Uruguay | 0.092 | 0.212 | 6 443 | 6 492 | 7 748 | 20 683 |
| 131 | Ouzbékistan | 0.027 | 0.062 | 1 891 | 1 905 | 2 274 | 6 070 |
| 132 | Yémen | 0.008 | 0.018 | 560 | 565 | 674 | 1 799 |
| 133 | Zimbabwe | 0.007 | 0.016 | 490 | 494 | 590 | 1 574 |
|  | **Total** | **42.368** | **100.000** | **3 043 401** | **3 066 292** | **3 659 567** | **9 769 260** |

**ANNEXE 3**

**TABLEAU DES EFFECTIFS 2024-2026**

|  |  |
| --- | --- |
| **Postes d’Administrateurs et postes supérieurs** |  |
| D-1 | 0.97 |
| P-5 | 0 |
| P-4 | 4.85 |
| P-3 | 2.2 |
| P-2 | 2.75 |
| **Sous Total** | **10.77** |
|  |  |
| **Postes d’agents des services généraux** |  |
| G-7 | 1 |
| G-6 | 2 |
| G-5\* | 4 |
| G-4 | 0.5 |
| **Sous Total** | **7.5** |
| **Grand Total** | **18.27** |
|  | |

\* Comprend une augmentation de 50 pour cent à 100 pour cent pour un(e) assistant(e) d'équipe GS5.

**ANNEXE 4**

**MANDAT DU SOUS-COMITÉ DES FINANCES ET DU BUDGET**

1. *Composition du Sous-Comité:*

1. Le Sous-Comité des finances et du budget sera composé de membres du Comité permanent avec un représentant de pays provenant de chacune des régions de la CMS nommé par la région; et

b) Le Sous-Comité élit un Président parmi ses membres.

2. *Réunions et mode de fonctionnement du Sous-Comité:*

1. Le Sous-Comité se réunira en session close (c.-à-d. que seulement les membres du Sous-Comité les observateurs provenant de Parties et le Secrétariat pourront assister) un jour avant chaque réunion du Comité permanent; et

b) Les membres du Sous-Comité communiqueront par voie électronique entre les réunions du Comité permanent. À cette fin le Secrétariat établira un forum sur son site Web qui permettra aux membres de communiquer et d’échanger des documents qui pourraient être lus par des Parties non membres et qui feront connaître leurs vues à leur représentant régional auprès du Sous-Comité

3. *Responsabilités des membres du Sous-Comité:*

Les membres du Sous-Comité recueilleront et présenteront les vues de leur région en accomplissant leurs tâches et feront rapport à leur région.

4. *Responsabilités du Sous-Comité:*

Afin de remplir le mandat de la Résolution 14.2, le Sous-Comité devra :

* + 1. de manière générale considérer tous les aspects financiers et budgétaires de la Convention et formuler des recommandations à l’adresse du Comité Permanent. Le Sous-Comité devra s’attacher principalement à assurer la solvabilité de la Convention tout en fournissant les services d’appui essentiels pour le fonctionnement efficient et efficace de la Convention;
    2. évaluer le programme de travail du Secrétariat et d’autres documents ayant des incidences budgétaires relativement:
       1. aux devoirs et responsabilités du Secrétariat énoncés dans le texte de la Convention; et
       2. à l’assurance que les activités entreprises par le Secrétariat au titre du budget approuvé soient en accord avec les Résolutions et Décisions de la Conférence des Parties;
    3. considérer les procédures administratives et d’autres aspects du financement et de la budgétisation de la Convention et formuler des recommandations visant à ce que les fonds soient utilisés avec plus d’efficacité;
    4. Utiliser l’information développée à travers les processus décrits dans les paragraphes a) à c):

1. préparer avec le Secrétariat tous les documents financiers et budgétaires à soumettre à l’examen du Comité Permanent;

ii) en outre développer le modèle de présentation du rapport afin d’assurer que les rapports financiers soient facilement compréhensibles et transparents et qu’ils permettent de prendre des décisions éclairées par rapport aux résultats financiers de la Convention;

iii) faire des recommandations au Comité Permanent sur tous les documents financiers et budgétaires et les propositions développées à travers ce processus; et

iv) par ailleurs aider le Comité permanent à donner un aperçu des questions financières et budgétaires y compris à préparer des documents pour les réunions de la Conférence des Parties;

* + 1. Tous les six mois le Secrétariat devra envoyer par voie électronique à tous les membres du Comité permanent un rapport qui identifie et explique toute dépense prévue qui dépasse le budget approuvé de plus de 20 pour cent pour la totalité des coûts de personnel ou s’il s’agit de coûts hors personnel pour chaque activité avec l’approche proposée pour gérer tout dépassement de coût prévu.

**ANNEXE 5**

**MANDAT POUR L’ADMINISTRATION DU FONDS D’AFFECTATION SPÉCIALE POUR LA CONVENTION SUR LA CONSERVATION DES ESPÈCES MIGRATRICES APPARTENANT À LA FAUNE SAUVAGE**

1. Le Fonds d’affectation spéciale pour la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (auquel il est fait référence ici sous le nom de fonds d’affectation spéciale) devra être pérennisé sur une période de trois ans afin de soutenir financièrement les objectifs de la Convention.

2. La période financière durera trois années calendaires à partir du 1er janvier 2024 se terminera le 31 décembre 2026 et sera sujette à l’approbation de l’Assemblée des Nations Unies pour l’environnement.

3. Le fonds d’affectation spéciale continuera à être administré par le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l’environnement.

4. L’administration du fonds d’affectation spéciale sera soumise à la régulation et aux règles financières des Nations Unies à la réglementation du personnel des Nations Unies ainsi qu’à d’autres politiques ou procédures administratives promulguées par le Secrétaire général des Nations-Unies.

5. Conformément aux règles des Nations Unies, le Programme des Nations unies pour l’environnement déduira des dépenses du Fonds d’affectation spéciale les frais administratifs s’élevant à 13 pour cent des dépenses pesant sur ce fonds pour ce qui est des activités que ce fonds finance.

6. Les ressources financières du fonds d’affectation spéciale pour 2024-2026 proviendront:

1. des contributions faites par les Parties en référence à l’Annexe 2 y compris les contributions des nouvelles Parties; et
2. d’autres contributions des Parties ainsi que des subventions des Etats qui ne sont pas des Parties à la Convention de même qu’en provenance d’autres organisations gouvernementales intergouvernementales et non-gouvernementales ou d'autres sources.

7. Toutes les contributions au fonds d’affectation spéciale devront être payées en euros. Concernant les contributions des Etats qui deviennent Parties après le début de la période financière la contribution initiale (au premier jour du troisième mois après dépôt de l’instrument de ratification son acceptation ou acquisition jusqu’à la fin de la période financière) sera déterminée au prorata des contributions des autres Etats Parties et sera au même niveau que celui qui est appliqué sur l’échelle d’évaluation des Nations Unies – mesure appliquée occasionnellement. Cependant si la contribution d’une nouvelle Partie déterminée sur cette base devait être supérieure à 22 pourcent du budget la contribution de cette Partie devra être égale à 22 pourcent du budget de l’année financière au cours de laquelle la Partie a rejoint la Convention (ou au pro rata pour une année incomplète). Les contributions devront faire l’objet de versements annuels. Les contributions seront dues les 1er janvier 2024 2025 et 2026.

8. Les contributions devront être versées sur le compte des Nations Unies sur la base de la facture fournie par le Programme des Nations unies pour l’environnement.

9. Dans l’intérêt des Parties pour chacune des années de la période financière le Directeur exécutif du Programme des Nations unies pour l’environnement doit dès que possible notifier les Parties à la Convention du montant de leur contribution.

10. Les contributions reçues dans le fonds d’affectation spéciale qui ne sont pas immédiatement destinées à financer des activités doivent être investies à la discrétion des Nations Unies et tout revenu doit être crédité au fonds d’affectation spéciale.

11. Le fonds d’affectation spéciale sera sujet à audit par le comité des commissaires aux comptes des Nations Unies.

12. Les budgets estimés devant couvrir les revenus et dépenses de chacune des trois années calendaires constituant la période financière préparés en euros devront être soumis à la réunion de la conférence des Parties à la Convention.

13. Les estimations pour chacune des années calendaires couvertes par la période financière devront être divisées en sections et objets de dépenses devront être spécifiées en fonction des lignes de dépenses devront inclure des références aux programmes de travail auxquels elles sont apparentées et devront être accompagnées de certaines informations comme cela peut être requis par les contributeurs ou en leur nom ainsi que d’autres informations que le Directeur exécutif de l’ONU Environnement aura estimées utiles et recommandables. En particulier les estimations devront aussi être faites par programme de travail pour chacune des années calendaires les dépenses devant être spécifiées pour chaque programme de façon à ce qu’elles correspondent aux sections objets de dépenses et lignes budgétaires décrites dans la première phrase du présent paragraphe.

14. Le budget proposé avec toutes les informations nécessaires, notamment un tableau des effectifs du Secrétariat à des fins de fixation des coûts pour établir le budget général, sera transmis par le Secrétariat à toutes les Parties au moins 90 jours avant la date fixée pour l'ouverture de la réunion ordinaire de la conférence des Parties au cours de laquelle il sera examiné.

15. Le budget sera adopté par un vote unanime des Parties présentes et votantes à cette conférence des Parties.

16. Dans l’éventualité où le Directeur exécutif du Programme des Nations unies pour l’environnement estimerait que les ressources pourraient être insuffisantes pour couvrir la totalité de la période financière le Directeur exécutif devra consulter le Secrétariat qui devra demander conseil au Comité permanent quant à ses priorités pour les dépenses.

17. On ne peut engager les ressources du fonds d’affectation spéciale que si elles sont couvertes par des revenus suffisants au niveau de la Convention.

18. À la demande du Secrétariat de la Convention après conseil du Comité permanent le Directeur exécutif du Programme des Nations unies pour l’environnement doit de manière compatible avec les règles et la régulation financières des Nations Unies faire les transferts nécessaires d’une ligne de budget à l'autre. À la fin de la première année calendaire de la période financière le Directeur exécutif du Programme des Nations unies pour l’environnement peut transférer tout solde restant des dotations à la deuxième année calendaire à condition que l’ensemble du budget approuvé par les Parties ne soit pas dépassé sauf consentement spécifique par écrit du Comité permanent.

19. À la fin de chaque année calendaire[[3]](#footnote-4) le Directeur exécutif du Programme des Nations unies pour l’environnement devra soumettre aux Parties par le biais du Secrétariat de la CMS les comptes de fin d’année. Le Directeur exécutif devra aussi soumettre dès que possible les comptes audités pour la période financière. Ces comptes devront inclure tous les détails des dépenses réelles comparées aux provisions d’origine pour chaque ligne de budget.

20. Ces rapports financiers qui doivent être soumis par le Directeur exécutif du Programme des Nations unies pour l’environnement seront simultanément transmis par le Secrétariat de la Convention aux membres du Comité permanent.

21. Le Secrétariat de la Convention devra fournir au Comité permanent une estimation des dépenses proposées pour l'année à venir simultanément à ou dès que possible après la distribution des comptes et des rapports auxquels il est fait référence dans les paragraphes précédents.

22. Le présent mandat sera en vigueur du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2026.

**ANNEXE 6**

**PROGRAMME DE TRAVAIL POUR LA PÉRIODE INTERSESSION**

**ENTRE LA COP14 ET LA COP15**

[[à compléter après l'adoption du budget]

1. Fonds général d’affectation spéciale de contributions volontaires destiné à appuyer la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (CMS) [↑](#footnote-ref-2)
2. Fonds d’affectation spéciale destiné à appuyer la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (CMS) [↑](#footnote-ref-3)
3. L'année calendaire du 1er janvier au 31 décembre est l’année de l’exercice comptable et financier mais la clôture officielle des comptes est le 31 mars de l'année suivante. Ainsi, le 31 mars, les comptes de l'exercice précédent doivent être clos et ce n’est qu’alors que le Directeur exécutif peut présenter les comptes de l’année civile précédente. [↑](#footnote-ref-4)